

Au Journal officiel du 18 au 24 juin 2016

Au Journal officiel du 18 au 24 juin 2016

27/06/2016

Au Journal officiel du 18 au 24 juin 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 18 juin 2016 :

- Rectificatif au décret n° 2016-628 du 18 mai 2016 relatif à la **composition des établissements du réseau des chambres de métiers et de l'artisanat et de leurs délégations et à l'élection de leurs membres** ;
- Décret n° 2016-805 du 16 juin 2016 portant **réforme des titres de créances négociables** - *Modification du Code des assurances et du Code de la sécurité sociale* ;
- Décret n° 2016-806 du 16 juin 2016 relatif aux **centres nationaux de référence pour la lutte contre les maladies transmissibles** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 2) - Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2016-807 du 16 juin 2016 relatif aux **conditions de prises de participation au capital de sociétés commerciales par les régions**- *Modification du Code général des collectivités territoriales* ;
- Arrêté du 11 juin 2016 modifiant l'arrêté du 22 août 2011 relatif à la **notification obligatoire des maladies infectieuses et autres maladies** mentionnées à l'article D. 3113-7 du Code de la santé publique ;
- Arrêté du 15 juin 2016 autorisant la **création d'un traitement automatisé dénommé « ICS »** - Voir également la délibération de la CNIL n° 2016-140 du 12 mai 2016.

Au JO du 19 juin 2016 :

- Décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au **plan régional de prévention et de gestion des déchets** ;
- Décret n° 2016-812 du 17 juin 2016 portant application de l'article 65 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Décret n° 2016-814 du 17 juin 2016 relatif au **regroupement du contentieux de l'expropriation pour cause d'utilité publique lié à la réalisation du réseau de transport du Grand Paris** ;
- Arrêté du 16 juin 2016 portant modification de l'arrêté du 24 août 2006 fixant les catégories de prêts servant de base à l'application de l'article L. 313-3 du Code de la consommation et de l'article L. 313-5-1 du Code monétaire et financier, relatifs à l'usure.

Au JO du 21 juin 2016 :

· Loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 **pour l'économie bleue** - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 18) - Modification de nombreux codes et textes non codifiés ;*

· Décret n° 2016-817 du 20 juin 2016 modifiant le décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990 portant application de la loi du 12 juillet 1937 instituant une **caisse de retraite et de prévoyance des clercs et employés de notaires**.

Au JO du 22 juin 2016 :

· Loi n° 2016-819 du 21 juin 2016 **réformant le système de répression des abus de marché** - Modification du Code monétaire et financier, du Code de procédure pénale, du Code pénal, de la loi n° 2014-1662 du 30 décembre 2014 et de l'ordonnance n° 2016-520 du 28 avril 2016;

· Arrêté du 14 juin 2016 **portant agrément d'un nouveau titre 1er relatif aux élections aux conseils de l'ordre** - *Modification de l'arrêté du 3 mai 2012.*

Au JO du 23 juin 2016 :

· Arrêté du 10 juin 2016 **fixant les règles de sécurité et les modalités de déclaration des systèmes d'information d'importance vitale et des incidents de sécurité relatives au sous-secteur d'activités d'importance vitale « Produits de santé »** et pris en application des articles R. 1332-41-1, R. 1332-41-2 et R. 1332-41-10 du Code de la défense- *Entrée en vigueur le 1er juillet 2016 ;*

Et arrêté du 17 juin 2016 fixant les règles de sécurité et les modalités de déclaration des systèmes d'information d'importance vitale et des incidents de sécurité relatives au secteur d'activités d'importance vitale « **Gestion de l'eau** » et pris en application des articles R. 1332-41-1, R. 1332-41-2 et R. 1332-41-10 du Code de la défense- *Entrée en vigueur le 1er juillet 2016 ;*

Et arrêté du 17 juin 2016 fixant les règles de sécurité et les modalités de déclaration des systèmes d'information d'importance vitale et des incidents de sécurité relatives au secteur d'activités d'importance vitale « **Alimentation** » et pris en application des articles R. 1332-41-1, R. 1332-41-2 et R. 1332-41-10 du Code de la défense- *Entrée en vigueur le 1er juillet 2016 ;*

· Arrêté du 19 mai 2016 modifiant l'arrêté du 28 septembre 2010 relatif à **la mise en service à la direction générale des finances publiques et à l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale d'une procédure automatisée de transfert des données fiscales ;**

· Arrêté du 21 juin 2016 établissant la **nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques** en application de l'article R. 318-2 du Code de la route - Modification de l'arrêté du 15 mai 2013 et abrogation de l'arrêté du 3 mai 2012.

À signaler également au titre de ce JO :

· Décision n° 383722 du 15 juin 2016 du Conseil d'État **statuant au contentieux :**

« L'arrêté du 28 juillet 2014 du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique, modifiant l'arrêté du 26 juillet 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente de l'électricité (NOR : DEVR1417458A) est annulé » ;

· Décision n° 386078 du 15 juin 2016 du Conseil d'État **statuant au contentieux :**

« L'arrêté du 30 octobre 2014 du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique relatif aux tarifs réglementés de vente de l'électricité (NOR : DEVR1425360A) est annulé en tant qu'il n'a pas fixé à un niveau plus élevé l'augmentation des tarifs réglementés "bleus résidentiels" et "verts" de l'électricité ».

Au JO du 24 juin 2016 :

- Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 **relative aux marchés d'instruments financiers** -Entrée en vigueur le 3 janvier 2018, à l'exception du II de l'article L. 549-15 du Code monétaire et financier qui entrera en vigueur le 3 septembre 2019 - Modification du Code monétaire et financier ;
- Décret n° 2016-830 du 22 juin 2016 portant **création des comités opérationnels de lutte contre le racisme et l'antisémitisme** - Modification du décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 ;
- Arrêté du 15 juin 2016 **fixant le modèle permettant d'apprécier la situation d'un candidat à attribution SAFER au regard du contrôle des structures** ;
- Arrêté du 17 juin 2016 relatif aux modalités d'information de l'assuré au moment du sinistre sur la faculté de choisir le réparateur professionnel auquel il souhaite recourir prévue à l'article L. 211-5-1 du Code des assurances.

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA